



FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

STRATEGIC DEFENCE REVIEW BRITANNIQUE : TOURNANT MAJEUR OU VŒU PIEUX ?

par Cyril IORDANOW

Officier de liaison français auprès du
Army HQ d'Andover et chercheur
associé à la FMES

Septembre 2025

<https://fmes-france.org/>

Lancée par les travaillistes dans la foulée de leur victoire électorale de juillet 2024, la Strategic Defence Review a été publiée le 2 juin 2025. Elle acte de manière claire la fin d'une période d'insouciance née de la chute du mur de Berlin, en prenant en compte lucidement le nouveau contexte stratégique mondial. Face à une menace russe ressentie jusque sur le territoire national, le Royaume-Uni s'inscrit dans une dynamique résolue de remontée en puissance de son outil militaire qui doit devenir plus létal, plus technologique et plus intégré. Les efforts financiers consentis, dans un contexte de faible croissance économique, sont conséquents avec un objectif de 2,5% du PIB en 2027 et de 3,5% en 2035. Mais seront-ils suffisants pour compenser de nombreuses années de renoncements capacitaires et le financement urgent de technologies émergentes ? Telle est la question cruciale que cet article souhaite éclairer.

Publiée le 2 juin 2025 peu de temps avant la Revue nationale stratégique française, la *Strategic Defence Review* (SDR) a pour ambition de fixer le cap et le cadre de la politique de défense britannique des dix prochaines années. Il s'agit donc d'un document essentiel à la compréhension des évolutions à venir des forces armées britanniques, à appréhender dans le cadre plus général du réarmement de l'Europe et des évolutions de l'OTAN dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Définissant la Russie comme l'ennemi principal des prochaines années, la SDR referme clairement la phase post Guerre froide des « dividendes de la paix » pour y substituer celle des « dividendes de la défense » (PM Keir Starmer dans son avant-propos). Plus létales, plus technologiques, mieux organisées et plus intégrées, les forces armées britanniques ont pour mission de « *Making Britain safer : secure at home, strong abroad* ». Mais auront-elles les moyens de leurs ambitions ?

Lancée deux semaines après la victoire des travaillistes aux élections générales de juillet 2024, la SDR a été conduite par un trio formé de Lord Robertson, ancien secrétaire général de l'OTAN (1999-2004), du général Richard Barrons, ancien chef du *Joint Forces Command* (2013-2016) et de Fiona Hill, ancienne conseillère de Donald Trump (2017-2019) et experte américano-britannique en relations internationales. La SDR a mobilisé 150 experts, et est le fruit de centaines d'entretiens auprès d'un panel varié de politiques, industriels, opérationnels ou encore alliés. Avec ses 148 pages [1], elle couvre l'ensemble des facettes de la politique de défense. Elle est accompagnée d'une réforme organisationnelle en profondeur (*Defence Reform*) qui centralise les responsabilités autour d'un département d'état et d'un état-major stratégique qui donne un poids décisionnel sans précédent au *Chief of the Defence Staff* (CEMA), et d'un *Defence Investment Plan* (Automne 2025) qui fixera les crédits d'investissement des 10 prochaines années par armée et projet.

L'appréciation de la menace

La SDR prend acte de la remise en cause des règles des relations internationales établies après la Seconde Guerre mondiale. Le Royaume-Uni doit désormais adapter son outil de défense à



un monde plus imprévisible et soumis à des changements rapides. La SDR n'élude pas le pivot stratégique des USA vers l'Indo-Pacifique et son recentrage sur le territoire national. Elle définit la Russie comme son ennemi majeur et immédiat, et la Chine comme un dangereux compétiteur global, l'Iran et la Corée du Nord étant qualifiées de puissances aux capacités de nuisance régionales. Enfin, la SDR brise le tabou d'une attaque directe de missiles ou de drones sur le territoire national dont on ne peut exclure la probabilité.

La SDR initie donc un mouvement de recentrage sur la défense du continent européen et des îles britanniques face à une Russie agressive, ce qui n'a pas échappé à Moscou qui y a vigoureusement répondu [2]. Cette défense s'entend dans un cadre « *NATO first* » mais en aucun cas « *NATO only* ». Le Royaume-Uni doit, en parallèle du renforcement des capacités de l'OTAN, continuer à nouer des alliances bilatérales (Allemagne, France, Pologne) ou régionales (AUKUS, *Joint Expeditionary Force* en Europe du Nord). Il doit surtout chercher par tous les moyens à garder sa relation privilégiée et irremplaçable à court/moyen termes avec les Etats-Unis.

Tournant technologique assumé

Constatant l'évolution extrêmement rapide des facteurs de supériorité technologiques, la SDR acte un tournant assumé des armées britanniques vers des forces hybrides où coexisteront plateformes habitées et drones. La *Royal Navy* va ainsi transformer ses porte-avions pour qu'à côté des F35 opèrent des drones et des missiles longue portée. La *British Army* va encore plus loin en déclinant son concept 20-40-40, envisageant que 20% de sa létalité soit à terme réalisée par des plateformes habitées (chars, canons), 40% par des équipements réutilisables (robots terrestres par exemple) et 40% par des armements consommables comme des drones FPV. Cette stratégie devrait permettre de multiplier par dix en 10 ans sa létalité avec un coût financier maîtrisé. Pour y arriver, 50% du budget d'équipement terrestre devrait être consacré à des plateformes non-habitées. Les leçons tirées du conflit ukrainien tiennent une place majeure dans ce tournant technologique.

L'efficacité des armées britanniques passe par la création d'une force intégrée et non plus seulement interarmées. Si la notion mérite encore des éclaircissements sur certains détails, le concept est celui d'une intégration multi-domaines (air, terre, mer, cyber et espace). Elle reposera sur un *Digital Targeting Web* qui en 2027 devra accélérer la boucle *sensor to shooter* à travers un système *any sensor-any shooter-any decider*. La SDR a doté ce projet d'un financement d'un milliard de Livres Sterling. Cela permettra ainsi à une cible détectée par un F-35 ou un satellite d'être neutralisée très rapidement par un drone, un lance-roquettes ou une attaque cyber.

Renouveau de l'industrie de défense

Le Premier ministre est très clair sur ses ambitions en matière de politique industrielle en général, et d'industrie de défense en particulier. Il résume ce tournant en déclarant que la période des « dividendes de la paix » est désormais terminée, la part de la défense dans le PIB étant passé de 4,4% en 1989 à 2,3% aujourd'hui. Pour Keir Starmer s'ouvre maintenant un



temps des « dividendes de la défense ». L'industrie de défense britannique doit s'imposer comme un moteur de la croissance nationale grâce à ses entreprises à portée internationale comme *BAE systems* (plus de 90 milliards d'euros de carnet de commande) ou *Babcock* (5,6 milliards d'euros de chiffres d'affaires). Mais l'écosystème doit voir évoluer harmonieusement les grosses entreprises traditionnelles, en charge du corps des plateformes, avec des startups en charge du software afin de permettre des adaptations réactives permanentes. Le secteur de la défense soutient 440 000 emplois au Royaume-Uni, en particulier des emplois hautement qualifiés dans des zones sinistrées économiquement.

La supériorité technologique reposera sur la recherche dans les domaines clés de l'intelligence artificielle, du quantique, de la robotique, des armes de précision, de l'espace [3], des armes à énergie dirigée ou encore des missiles hypersoniques.

Profitant de la puissance financière qu'offre la *City* de Londres, le MoD cherche à orienter les banques, fonds de pension et fonds d'investissement vers le secteur de la défense, avec un accès facilité aux financements pour les PME/PMI et ETI innovantes.

Enfin, le renouveau de l'industrie de défense britannique devra reposer sur un accroissement des exportations d'armements, et sur le succès des deux grosses coopérations internationales que sont AUKUS, essentiellement pour les sous-marins, et GCAP, consortium qui avec l'Italie et le Japon développe un avion de sixième génération.

Une réforme du MOD

La réforme du ministère de la Défense est une priorité du *Secretary of State* (SoS) John Healey visant à améliorer son fonctionnement en s'inspirant du modèle français. Le SoS s'appuiera désormais sur un quatuor aux pouvoirs renforcés :

- Le *Permanent Secretary*, principal conseiller politique auprès du Parlement à qui il rendra des comptes sur les actions entreprises ;
- Le *Chief of the Defence Staff* (CEMA) commandera les trois chefs d'états-majors d'armées, et arbitrera les budgets d'investissements ;
- Le *National Armaments Director*, responsable des acquisitions et de leur soutien, et de la mise en œuvre de la politique industrielle de défense ;
- Le *Chief of Defence Nuclear*, en charge de la dissuasion nucléaire.

Les défis des alliances

Si le Royaume-Uni fait lucidement le constat de son incapacité à agir à large échelle en dehors d'une coalition, aura-t-il les moyens de mettre en œuvre sa politique d'alliances très ambitieuse décrite dans la SDR ? L'OTAN est vue comme la pierre angulaire de la défense collective de l'Europe et de la politique de défense britannique sous le vocable « NATO first » avec en creux l'objectif « first in NATO ». Londres dispose de beaux atouts pour y parvenir, mais seront-ils suffisants, en particulier face à l'Allemagne ? Du côté des atouts, les généraux et amiraux britanniques occupent des positions clés dans tous les états-majors de l'organisation. La *British Army* est la seule armée européenne avec la France à disposer d'un



corps d'armée en format SRC (*Strategic Response Corps*) offrant à SACEUR des options d'emploi pré-Article V, une capacité de réaction face à une pression russe trop forte ou encore une opportunité de susciter des dilemmes stratégiques par son emploi agile. La *Royal Navy* va prendre une part déterminante à la défense de l'Atlantique Nord contre les sous-marins russes avec son projet *Atlantic Bastion*. Il consiste en un maillage de senseurs sous la mer et en surface, et en une flotte dédiée de bâtiments habités (frégates type 26) et non-habités (drones de surfaces et sous-marins) dotés de systèmes de détection acoustique avec IA, tous intégrés dans le *Digital Targeting Web*. De son côté, la *Royal Air Force* se prépare à contribuer à la mission nucléaire partagée de l'OTAN suite à l'annonce de l'acquisition de 12 F-35A capables d'emporter les bombes nucléaires américaines B61. Mais ces atouts seront-ils suffisants pour prendre le leadership européen au sein de l'OTAN face à une Allemagne dont la meilleure santé financière permet un plan de réarmement massif ?

Les Etats-Unis sont décrits dans la SDR comme l'allié le plus proche. Il est vrai que la « relation spéciale » est essentielle pour les armées britanniques, en particulier dans les domaines de la dissuasion nucléaire et du renseignement. Mais en raison des coupes budgétaires britanniques des dernières décennies et de l'affaiblissement consécutif des forces armées, cette relation s'est profondément déséquilibrée au détriment du Royaume-Uni. L'une des rares bonnes cartes dans le jeu britannique reste la base de Diego Garcia, partagée avec les USA. Un accord récent avec les autorités mauriciennes permet au Royaume-Uni d'en garder la jouissance exclusive pour 99 ans, ainsi qu'un droit de regard sur ses approches, contre une forte compensation financière annuelle. Si un divorce complet avec Washington semble peu probable, un désengagement partiel semble inéluctable. Mais quelle en sera l'ampleur ? La visite d'Etat de Donald Trump à Londres à l'automne de 2025 pourrait fournir quelques éléments de réponse à cette question.

Afin de compenser ce probable désengagement partiel des Etats-Unis, Londres multiplie les accords bilatéraux avec ses principaux alliés. Un accord de défense dit de « Trinity House », à forte connotation industrielle, a été signé en 2024 avec l'Allemagne, et un autre accord en 2025 avec la Pologne, l'autre géant en devenir de la défense européenne. L'accord de Lancaster House avec la France de 2010 a été renouvelé le 9 juillet 2025 avec de nouvelles ambitions, en particulier dans la dissuasion nucléaire. Si depuis 1995 et la déclaration de Chequers, il est reconnu des deux côtés du Channel que les intérêts vitaux sont liés, la volonté politique est désormais d'aller plus loin avec une coordination des forces nucléaires et une coopération accrue dans la recherche nucléaire. Les autres partenaires prioritaires affichés sont la Norvège, l'Italie, la Turquie et évidemment l'Ukraine dont le Royaume-Uni est un soutien essentiel depuis 2014. Mais avec les moyens humains et matériels qui sont aujourd'hui les siens, Londres peut-elle espérer garder autant de relations bilatérales à un niveau aussi haut ? Seul un fort et rapide accroissement de ressources permettra de relever ce défi.

Enfin, deux accords clés complètent ce tableau des alliances : AUKUS et JEF. AUKUS est l'accord tripartite signé avec l'Australie et les Etats-Unis, qui marque l'effort principal des Britanniques dans la zone Indo-Pacifique. La coopération sur la construction de sous-marins y est centrale avec la production pour la *Royal Navy* de 12 SNA et de 12 autres pour la marine australienne, à raison d'un tous les 18 mois. D'autres sujets émergent comme l'intelligence

artificielle ou la robotique. L'autre partenariat est la *Joint Expeditionary Force* (JEF) dont le Royaume-Uni est nation cadre. Elle regroupe neuf autres pays : Danemark, Norvège, Pays-Bas, Estonie, Lettonie, Lituanie, Suède, Finlande et Islande. La JEF marque l'investissement croissant du Royaume-Uni dans la défense du flanc Nord et Nord-Est de l'Europe. Au-delà d'exercices réguliers, la JEF suit avec attention la flotte fantôme russe en mer Baltique, ainsi que les divers incidents qui y sont liés.

Les moyens financiers de ses ambitions ?

Faisant face à la double menace d'une Russie agressive et d'une posture américaine aux contours encore flous, la SDR acte très clairement une remontée en puissance des capacités militaires. Mais cette politique a un coût budgétaire très élevé, dont le consentement va conditionner la mise en œuvre des mesures préconisées, et dont l'addition pourrait encore grimper en cas de départ massif des moyens américains présents en Europe [4]. Dans ce contexte, le Royaume-Uni aura-t-il les moyens de ses ambitions ? L'augmentation de l'effort à 2,5% du PIB en 2027 ne représente « que » 6 milliards de Livres par an [5], ce qui peut sembler insuffisant, à moins d'une accélération des marches financières pour rallier 3,5% du PIB en 2035. L'investissement dans la dissuasion nucléaire pourrait consommer plus de 12 milliards de Livres par an sur les 10 prochaines années [6]. Or, il s'agit de la priorité numéro 1 de la SDR, avec un programme de développement d'une tête nucléaire souveraine dotée d'un budget de 15 milliards de Livres sur les 4 prochaines années. Même si les premières bombes américaines pour de futurs F 35 sont déjà arrivées sur une base de la RAF, la dissuasion nucléaire britannique ne repose que sur ses SNLE. Contrairement à la France, elle est étroitement liée aux capacités industrielles et technologiques américaines, seule la décision d'emploi étant souveraine.

Par ailleurs, le budget va devoir prendre en compte l'ensemble des équipements non-financés les années précédentes. Il s'agit d'une bosse évaluée en 2023 à 16,9 milliards de Livres par le National Audit Office [6]. Enfin, la SDR identifie clairement les dépenses les plus urgentes qui se chiffrent à plusieurs milliards de Livres : 1 milliard pour la défense anti-missiles du territoire national, 6 milliards pour l'achat de munitions, 7 milliards pour la rénovation du parc de logements militaires ou encore 4 milliards pour les drones.

Dans le même temps, la croissance économique britannique reste atone, ne laissant guère espérer des rentrées financières supplémentaires à court terme. Le gouvernement doit simultanément financer ses autres priorités que sont le système de santé, les services publics, la sécurité des frontières, l'école et les infrastructures. Les marges de manœuvre budgétaires sont donc étroites et laissent entrevoir une équation difficile pour une accélération de la trajectoire de remontée en puissance des capacités de défense. Mais au-delà des simples augmentations de budget, s'ouvre l'autre sujet crucial de l'adhésion de la société et des militaires à cette SDR.



La Ressource Humaine, talon d'Achille des armées britanniques

La SDR recherche résolument à « embarquer » l'ensemble de la société britannique dans cet effort de défense sans précédent. Elle peut compter sur le très fort attachement des Britanniques à leur armée, mais également sur la large perception de la menace, que ce soit aux frontières de l'Ukraine ou sur le territoire national avec des attaques hybrides russes. En revanche, comme beaucoup de sociétés occidentales, la société britannique est parcourue de fractures sociales et géographiques. Or la cohésion nationale est essentielle à la réussite de la SDR, qui propose plusieurs pistes pour la conforter. La plus emblématique est d'augmenter le nombre de cadets de 30% avant 2030.

Cette préconisation répond également à un second défi, le recrutement. Confrontées à un hiver démographique, à l'incapacité d'un prestataire privé à assurer le recrutement et à de nombreux scandales comportementaux, les armées britanniques peinent à recruter. Mais plus encore elles peinent à fidéliser leurs talents. Le résultat est un sous-effectif chronique au sein des unités, une surchauffe et une perte de compétences préjudiciable. La SDR y répond avec un effort significatif sur la condition du personnel et notamment la rénovation des logements familiaux du parc étatique, réputés pour leur vétusté. Elle souhaite également redynamiser les motivations en interne autour de la remontée en puissance des capacités afin de répondre à un sentiment de déclassement des militaires britanniques au sein de la société après tant d'années de coupes budgétaires. Au-delà d'une communication habile, l'atteinte des ambitions ne sera possible que par une accélération de marges budgétaires encore bien incertaines.

En conclusion, document complet et solide, la SDR acte de manière claire la fin d'une période d'insouciance née de la fin de la Guerre Froide [7]. Face à une menace russe ressentie jusque sur le territoire national, le Royaume-Uni s'inscrit dans une dynamique résolue de remontée en puissance de son outil militaire qui doit devenir plus létal, plus technologique et plus intégré. Les efforts financiers consentis, dans un contexte de faible croissance économique, sont conséquents avec un ralliement d'une cible à 2,5% du PIB en 2027. Le *Defence Investment Plan*, attendu à l'automne 2025, décrira le plan d'acquisition pour les 10 prochaines années, et apportera sans doute certaines réponses. En attendant, il reste l'objet de négociations entre les différents états-majors d'armée qui espèrent y voir inscrits leurs cibles d'équipements.



- [1] UK Ministry of Defence, « The Strategic Defence Review 2025 », [MoD website](#), 2 juin 2025.
- [2] Emily Ferris, « The Kremlin views the UK's SDR as a declaration of war », RUSI, 19 juin 2025.
- [3] Julia Cournoyer, « The SDR presents an opportunity for the UK to become a leader in space – if it is followed by urgent investment », Chatham House, 4 juin 2025.
- [4] Olivia O'Sullivan et Dr Marion Messmer, « The UK Strategic Defence Review draws the rights lessons from Ukraine, but still relies on continued US commitment », Chatham House, 4 juin 2025.
- [5] Matthew Savill, « The Strategic Defence Review and the challenge of turning ambition into action », RUSI, 9 juin 2025.
- [6] John Hill, « UK MoD claim defence budget growth outweighs equipment deficit », Airforce Technology, 4 juillet 2025.
- [7] Will Jessett CBE, Tom McKane, Peter Watkins, « Strategic Defence Review: does it pass its tests ? », RUSI, 4 juillet 2025.





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



FMES France



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES